

RÉPRESSION PARTOUT JUSTICE NULLE PART

PALESTINE
QUARTIERS
POPULAIRES

JEUNESSE
SYNDICATS
FÊTES
ÉCOLOGIE



ZOOM

Concurrence
ferroviaire, coup fatal
au service public

Page 3

ARGUMENTS

Quelles orientations
du NPA-l'Anticapitaliste
pour la présidentielle?

Pages 4-5

INTERNATIONAL

Liban, Iran, Palestine:
reconfiguration
impériale

Page 6

CHAMP LIBRE

Témoignages de Macéo
et Laetitia, du NPA-A,
de retour de la flottille

Page 8

Édito

Nuit blanche à Paris

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

Il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir que la victoire du PSG provoquerait un élan de joie populaire. Pourtant, rien ou presque n'avait été prévu : pas de véritable dispositif festif, peu d'espaces dédiés — sinon la police, les gaz, les LBD et les arrestations. Immédiatement, les réactions aux débordements, inévitables dans ces conditions, ont débouché sur une nouvelle surenchère sécuritaire et raciste. Une fois de plus, la jeunesse populaire et racisée a été désignée comme un problème, souvent de manière explicitement islamophobe. Quelques jours plus tôt, les policiers s'étaient déjà mobilisés pour empêcher des jeunes de se baigner dans le canal Saint-Martin pendant la canicule, allant jusqu'à pratiquer des fouilles au corps sur des adolescents en maillot de bain. Et, contraste saisissant, en remontant encore quelques jours, alors qu'une centaine de néonazis défilaient le long du même canal pour y mener des agressions racistes, la réaction des autorités fut bien plus discrète. Ce double standard révèle les priorités d'un pouvoir davantage préoccupé par le contrôle des classes populaires que par la lutte contre l'extrême droite. La loi Ripost, adoptée au Sénat, en est l'illustration : elle criminalise les free parties, renforce les pouvoirs policiers, banalise la surveillance de masse et étend les amendes forfaitaires délictuelles qui gâchent déjà la vie de milliers de jeunes hommes non blancs, confrontés dès leur entrée dans l'âge adulte à un empilement d'amendes arbitraires. Cette logique liberticide s'étend à tous les domaines et frappe les syndicalistes, les activistes écologistes, les militantEs de la solidarité avec la Palestine... Refusant de répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, le pouvoir n'a qu'une réponse : toujours plus de contrôle pour maintenir l'ordre du capitalisme racial. Notre réponse doit être de faire front, dans la solidarité avec les personnes réprimées et dans la massification des résistances. Jeunesse, fêtes, syndicalistes, écologistes, Palestine, quartiers populaires : répression partout, justice nulle part.

Bien dit

Rien n'est fait par le ministère pour permettre aux AED d'exercer leurs missions dans des conditions acceptables

Une très large intersyndicale de l'Éducation nationale appelait à une journée de grève et de mobilisation le 2 juin pour exiger des postes d'assistantEs d'éducation (AED) et des garanties concernant leurs salaires, leur formation, leur mobilité et le renouvellement de leurs contrats. L'intersyndicale réaffirme que « les AED, qui jouent un rôle essentiel dans le quotidien des établissements scolaires pour les élèves et les personnels, ne doivent pas être la variable d'ajustement des choix politiques et budgétaires du gouvernement qui tourmentent les dos aux urgences de l'Éducation nationale. »

LIBERTÉS Loi Ripost : répression partout, justice nulle part

La semaine dernière, le Sénat a adopté à une large majorité le projet de loi Ripost porté par le ministre de l'Intérieur, Laurent Nunez, qui sera examiné à l'Assemblée nationale cet été : un « choc d'autorité » pour répondre à la crise sociale et démocratique.

Cette loi, intitulée « Réponses immédiates contre les phénomènes troublant l'ordre public et la tranquillité de nos concitoyens », a été élaborée sur la base de revendications policières et de propositions de son prédécesseur, Retailleau. Nulle surprise donc à ce qu'il en résulte un mille-feuille de surenchère sécuritaire et liberticide. De prime abord, c'est un fourre-tout de mesures sans lien entre elles, si ce n'est la criminalisation ou l'aggravation de la répression contre une série de comportements ayant fait l'objet de polémiques médiatiques.

Une accumulation de mesures répressives

Ainsi, elle crée des infractions — dont un certain nombre ont été ajoutées par le Sénat — punies de peines d'emprisonnement en cas d'usage de mortiers (terme policier désignant certains feux d'artifice), de participation à des free parties, de vente ou de consommation de protoxyde d'azote. Elle élargit les possibilités d'interdiction de stade et d'expulsion locale sur décision préfectorale en cas d'agissements liés au trafic de stupéfiants ; durcit les sanctions pour usage de stupéfiants et les rodéos urbains ; ou encore étend les infractions pour lesquelles des aménagements de peine seraient inapplicables. Ces mesures ont en commun de cibler les actes délictueux les plus visibles et donc les classes populaires, en premier lieu la jeunesse précaire, celle qui occupe l'espace public faute d'alternative et qui s'exprime dans la rue. Elles visent en particulier

la jeunesse racisée, surexposée aux contrôles et à la répression policière. Elles ciblent aussi les pratiques culturelles alternatives, en dehors des espaces capitalistes et payants, fondées sur l'autogestion.

Extension du pouvoir administratif sans contrôle judiciaire

Au-delà de cet aspect répressif, cette loi confirme un tournant plus insidieux de la politique pénale. Elle contient un éventail de modifications procédurales permettant au pouvoir administratif et policier de se substituer au pouvoir judiciaire.

Par exemple, la loi facilitera les contrôles aux frontières sans réquisition de l'autorité judiciaire ou la communication d'informations entre procureurs et services de renseignement. Les policiers pourront anonymiser des procédures en s'identifiant par un seul numéro de matricule et la vidéosurveillance des cellules de garde à vue n'aura plus à être conservée — alors qu'on ne compte plus les morts dans les commissariats chaque année. Le projet de loi comprend aussi des mesures pour simplifier le travail policier : les agents de police judiciaire adjoints, moins bien formés, pourront recueillir des

plaintes et réaliser des auditions à la place d'officiers de police judiciaire ; les formations de jugement à juge unique seront étendues ; et les agents de sécurité privés verront leurs compétences élargies.

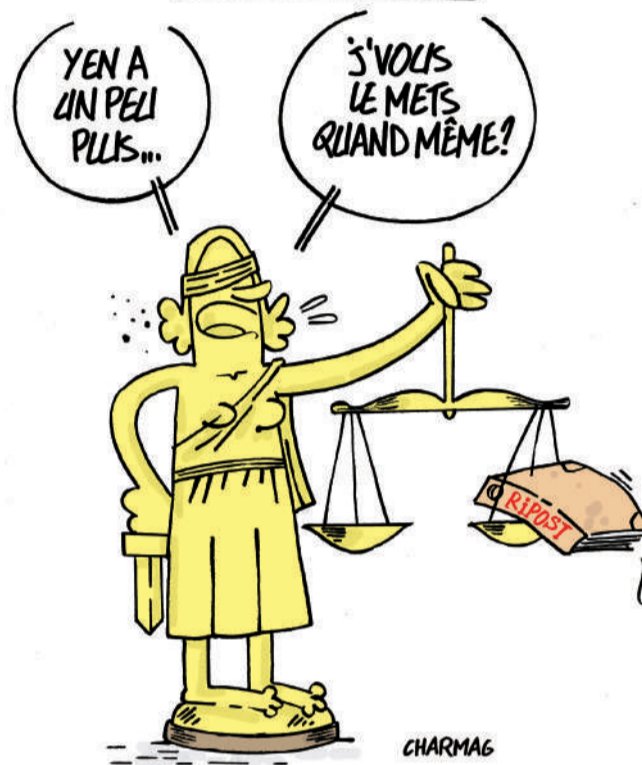
L'extension du domaine des amendes forfaitaires délictuelles symbolise cette recherche de simplification au prix de la disparition de garanties procédurales : des condamnations sans débat contradictoire, sans juge ni avocat. Le simple constat d'un agent suffit alors à déclencher une sanction pénale. Présentées comme un gain d'efficacité, les amendes forfaitaires délictuelles permettent en réalité de contourner le procès pénal et les droits de la défense. Elles transforment progressivement la sanction pénale en procédure administrative de masse, particulièrement dirigée contre les fractions les plus précaires et les plus contrôlées de la population. Quasiment incontestables en pratique, elles sont largement arbitraires et discriminatoires, comme le dénoncent les jeunes des quartiers populaires qui subissent un véritable racket policier.

Généralisation des outils de surveillance « exceptionnels »

Enfin, la loi Ripost déploie des outils de surveillance particulièrement intrusifs. La surveillance algorithmique testée depuis les Jeux olympiques de 2024 est prolongée jusqu'en 2030 et élargie. L'usage de drones par les forces de l'ordre sans autorisation légale est facilité.

Ce projet de loi, bien plus cohérent qu'il n'y paraît, répond aux attentes d'un agenda politique réactionnaire visant notamment la jeunesse racisée, les droits élémentaires des détenuEs et les cultures émancipatrices, tout en banalisant des procédures particulièrement attentatoires aux libertés. Cette classe dirigeante, incapable de répondre aux urgences sociales, continue d'y répondre par toujours plus de répression et de contrôle social. **Sulalat**

DARMANIN POUR UNE JUSTICE AU RABAIS



Acturama

NPA
l'Anti 18^e Liberté
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
À PORT-LEUCATE (11)

22 AU 27 AOÛT

Les inscriptions à la 18^e Université d'été du NPA - l'Anticapitaliste sont sur le point d'ouvrir. Elle se tiendra du samedi 22 au jeudi 27 août, au Village vacances Rives-des-Corbiers à Port-Leucate, dans l'Aude.

Le programme, en cours de finalisation, s'attache à offrir un cadre de formation, de débats et d'organisation collective pour réfléchir à une alternative écosocialiste face à la crise capitaliste et à la fascisation du monde. Il est plus que jamais nécessaire d'approfondir nos analyses des combats d'hier, de construire les luttes d'aujourd'hui et de préparer les résistances de demain.

À travers un cycle d'ateliers, lors d'une plénière sur l'actualité politique et sociale ou au cours de temps créatifs et festifs, ce moment désormais incontournable de la rentrée politique permet de partager nos expériences, de nourrir nos luttes et de porter ensemble les valeurs qui nous animent au quotidien.

Comme chaque année, notre université d'été sera aussi l'occasion de rencontrer des auteurEs et réalisateurEs militantEs, ou de redécouvrir leurs travaux, de participer à des ateliers pratiques, de continuer les échanges lors des soirées, calmes ou festives, dans la camaraderie. Est-ce qu'il y aura également un programme pour les plus jeunes anticapitalistes ? Oui, absolument, mais on garde un peu de suspense...

Le cadre convivial, la mer, le restaurant et la plage ne nous feront toutefois pas oublier l'indispensable combativité de la période. Face à l'offensive du capital et aux urgences écologiques, on s'organise et on réfléchit ! Rejoignez les militantEs et sympathisantEs pour de belles journées de partage, de solidarité et de joie militante, afin d'amorcer une rentrée unitaire et révolutionnaire !

INFOS & INSCRIPTIONS : <https://npa-lanticapitaliste.org/UDT2026>

RÉPRESSION La chasse aux syndicalistes

Poursuites, intimidations, expulsions : les attaques contre les militantEs syndicaux se multiplient. Une offensive qui menace les libertés démocratiques et l'ensemble du mouvement social.

Le 26 mai, Antoine Boulangé, co-secrétaire de la Ferc Sup CGT de Sorbonne Université, a été violemment agressé par un des organisateurs de l'événement « *Una Europa General Assembly* ». Il participait à un rassemblement appelé par l'intersyndicale de l'Enseignement supérieur et recherche pour protester contre la multiplication par 16 des frais d'inscription pour les étudiantEs étrangerEs. Cette mesure raciste est une étape vers l'augmentation généralisée des frais d'inscription pour toustes et la marchandisation de l'enseignement supérieur.

Le gouvernement donne l'exemple

Depuis des mois, les attaques contre les militantEs syndicaux se multiplient, encouragées par le gouvernement. Ainsi, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a annoncé le 2 décembre sa mise en examen pour injure publique après avoir qualifié les patrons de « *rats qui quittent le navire* » dont « *le seul objectif est l'appât du gain* ». Cette déclaration répondait à Bernard Arnault, patron de LVMH, qui disait que la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises « *poussait à la délocalisation* ». Une plainte avait auparavant été déposée par le mouvement patronal Ethic.

Tefal, récidiviste

En 2013, la direction de Tefal avait déjà fait pression sur la hiérarchie de l'Inspection du travail pour écarter une inspectrice jugée trop gênante, notamment après qu'elle eut qualifié d'illégal un accord d'aménagement du temps de travail.

Cette direction a donc cette fois engagé une procédure judiciaire contre Sophie

Binet et Fabien Gay — les propos visés ayant été tenus lors d'une intervention à la Fête de l'Humanité, dont ce dernier est le directeur de publication. Le groupe « *réfute toute accusation de répression syndicale* » et assure qu'il ne « *s'agit pas de remettre en question la liberté syndicale, le droit de critique ou le débat public* », tout en estimant que « *la liberté d'expression ne permet pas d'imputer à une entreprise des faits inexacts* ».

Dans une interview à la NVO, Ouria Belaziz, coordinatrice CGT pour le groupe SEB, rapportait que lors du comité de groupe France du 22 janvier 2025, consacré notamment aux PFAS, il avait été indiqué que l'entreprise ne s'interdirait pas de poursuivre les organisations et les personnes dénonçant ces substances. Un débat tendu qui a valu un avertissement à Ouria Belaziz.

Ministère du Travail vs Code du travail

Entre-temps, le Ministère du Travail, en remettant en cause le statut particulier du 1^{er} Mai, jour férié et chômé, assumait son soutien aux entreprises contournant le Code du travail et demandait aux inspecteurEs du travail de ne pas les contrôler. À Grenoble, après que des inspecteurEs eurent rappelé aux employeurs les règles applicables ce jour-là, leur hiérarchie a intercepté les courriers d'information aux entreprises et freiné l'organisation des contrôles. À la suite d'une confrontation dans les locaux de la DDETS de l'Isère, deux inspecteurs, représentants de SUD Travail, ont même été convoqués au commissariat après une plainte pour harcèlement moral déposée par leur hiérarchie. Une tentative d'intimidation visant à la fois les libertés syndicales et

l'indépendance de l'inspection du travail.

Antisyndicalisme = danger grave et imminent

Chaque jour, les discours du gouvernement et de l'extrême droite alimentent la décomplexion de la violence contre les militantEs engagéEs pour la défense des droits sociaux et démocratiques. La CGT a dénombré, depuis le 1^{er} avril 2023, plus de 1 000 militantEs et cadres inquiétéEs par des poursuites judiciaires ou disciplinaires, dont cinq dirigeantEs confédéraux. La confédération a recensé plus de 60 Bourses du travail concernées par des procédures d'expulsion, des menaces de fermeture, des réductions drastiques de surface, des conventions précaires ou des situations d'insalubrité avancée. Les municipalités dirigées par le RN (Rassemblement national) amplifient ces politiques déjà mises en œuvre par la droite et expérimentent localement une politique de répression sociale. À Saint-Avold, la fête de la CGT a été interdite. À Carcassonne, leurs locaux ont été retirés à des syndicats. À Hénin-Beaumont, le maire RN, Steeve Briois, a exclu deux syndicalistes de la fonction publique municipale. Face à cette répression, une réponse syndicale unitaire est nécessaire. Mais au-delà, pour résister à la montée des idées d'extrême droite, aux politiques autoritaires du gouvernement, à la répression de l'État et du patronat, et pour empêcher l'arrivée au pouvoir du RN en 2027, l'unité de notre camp social sera cruciale. Une question qui devrait traverser le congrès en cours de la CGT.

Robert Pelletier

LIBÉRALISATION Concurrence ferroviaire, coup fatal au service public

Depuis la loi ferroviaire de 2018 et la libéralisation progressive du rail, les syndicats de cheminotEs alertent régulièrement sur les conséquences de la filialisation de la SNCF et de l'ouverture à la concurrence du réseau ferré.

Après une série de suicides parmi le personnel depuis le début de l'année, les quatre organisations représentatives de la SNCF — CGT Cheminots, UNSA Ferroviaire, SUD-Rail et CFDT Cheminots — ont déposé ensemble un préavis de grève pour le mercredi 10 juin, en décrétant « *l'état d'urgence face à la multiplication des drames* » engendrés par les réorganisations, la filialisation et les transferts internes. Dans ce contexte, le rapport d'une commission sénatoriale, même s'il ne concerne pas directement les statuts, salaires et conditions de travail des cheminotEs, soulève des questions sur les conditions de l'ouverture à la concurrence ferroviaire.

Les ratés de la concurrence

Le 20 mai, Marie-Claire Carrère-Gée (LR) et Hervé Maurey (Union Centriste) ont présenté le rapport et ses principales conclusions concernant l'impact de la concurrence ferroviaire sur les finances publiques. Rédigé par des membres de la droite sénatoriale, le rapport est particulièrement sévère sur l'impréparation des pouvoirs publics qui ont mis en place cette transformation en profondeur du système ferroviaire français. S'il aborde surtout les conséquences financières, il apporte de l'eau au moulin des organisations syndicales qui y voient la confirmation des critiques qu'elles portent depuis des années (désorganisation du service public, éclatement des métiers, pressions sociales).

Des conséquences contraires à l'intérêt public

Même si les économies sont visibles sur certains appels d'offres, de nouveaux coûts, qui les annulent, ont émergé. Pour les TER, les régions doivent désormais assumer des dépenses techniques, juridiques et de gestion (recrutement de spécialistes, recours à des prestataires) pour piloter les appels d'offres et les contrats. Elles doivent investir dans de nouveaux sites de maintenance pour chaque lot TER attribué. Ces coûts cachés pèsent sur les budgets régionaux et ne sont pas compensés par les gains de concurrence. La « *balkanisation* » du réseau entre plusieurs entreprises nuit à sa cohérence globale et aux politiques d'aménagement du territoire : la concurrence pourrait fragiliser le mécanisme de financement des dessertes assuré par les

bénéfices des lignes rentables. Ces dessertes risquent de mourir à petit feu, pénalisant les usagerEs qui trinquent déjà : la distribution des billets est éclatée, les règles d'indemnisation des passagers varient selon les réseaux, la concurrence fait même peser un risque sur la continuité de lignes TER interrégionales. Même la construction des rames de train est impactée. Chaque région souhaitant son propre train, le marché du matériel roulant s'en trouverait durablement fragilisé. Les coûts majorés pour les finances publiques, les délais de livraison allongés, font peser un risque sur la continuité du service.

Le 10 juin, un moment de bascule ?

Les revendications syndicales portent sur les salaires, érodés par l'inflation, la souffrance au travail dans un climat professionnel anxigène, les restructurations et la filialisation de la SNCF qui créent un climat d'insécurité et d'incertitude professionnelles permanent. La transformation d'un service public en un système concurrentiel d'opérateurs privés entraîne un morcellement des statuts, une pression sur les salaires et l'organisation du travail. Cela devait se faire dans l'intérêt du public et des finances publiques, le rapport rendu au Sénat prouve que ce n'est pas le cas. Les cheminotEs en sont les témoins et les victimes.

Le NPA-l'Anticapitaliste soutient leur mobilisation unitaire le 10 juin, et se bat pour socialiser les entreprises de transport ferroviaire, garantir les statuts, les salaires et les conditions de travail des cheminotEs.

Dominique Boury

No comment

Elle apporte sur le conflit russo-ukrainien un éclairage que l'on n'entend pas ailleurs

Dimanche 31 mai, les deux lieutenants de Vincent Bolloré, ARNAUD LAGARDÈRE (Europe 1) et GÉRALD-BRICE VIRET (Canal+), ont pris la défense de Xenia Fedorova, désormais chroniqueuse sur Europe 1 et CNews. Le soutien à ce relais de la propagande de Poutine en France en dit long sur les liens tissés au sein de l'internationale fasciste. Décidément, pour le peuple ukrainien comme pour la démocratie, il faut désarmer Bolloré.

Agenda

Vendredi 5 juin, projection du documentaire de l'Anticapitaliste Guerre en Ukraine : les combattants anti-autoritaires, Paris (75). À 19 h, au Baranoux, 78 rue Compans dans le 19^e.

Vendredi 5 juin, ciné-débat, anniversaire de la création de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Perpignan (66). À 19 h, au cinéma Castillet, boulevard Wilson.

Samedi 6 juin, manifestation antifasciste en hommage à Clément Méric, Paris (75). Rendez-vous à 12 h, place de la République.

Dimanche 7 juin, projection-débat autour du film Guerre en Ukraine : les combattants anti-autoritaires, Blois (41). À 15 h, à la salle Jean-Cros.

Dimanche 7 juin, réunion publique du NPA-A «Le féminisme n'a pas dit son dernier mot» avec Aurore Koechlin, Besançon (25). À 19 h 30, salle Battant, 48, rue Battant à Besançon.

Samedi 13 juin, journée de discussion autour de l'actualité de Marx et des marxismes, Montreuil (93). 14 h-19 h, à l'AERI, 57, rue Etienne-Marcel. Organisée par Marx 2026 et Contretemps.

Du 13 au 17 juin, mobilisation internationale contre le G7, Genève (Suisse). Avec une manifestation « *Résistance globale contre le fascisme et l'impérialisme* » le dimanche 14 juin.

Lundi 15 juin, Centre d'études marxistes : «1936, Front populaire, grève générale!» avec Ludvine Bantigny et Patrick Le Moal, Montreuil (93). À 19 h, 2, rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Vendredi 19 juin, Fête des musiques du collectif Solidarité Palestine Nivernais Morvan, Lormes (58). À 18 h 30, salle culturelle de Lormes.

Samedi 20 juin, manifestation contre toutes les répressions, Paris (75). À 15 h, du siège de la Banque Postale au Ministère du Travail.

Samedi 20 juin, le procès du siècle contre le colonialisme chimique et le capitalisme toxique, Paris (75). À 14 h, place de la Bastille.

Samedi 27 juin, marche des Fiertés, Paris (75).

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



PLATEFORME 1 Unitaires et révolutionnaires: marcher sur nos deux jambes!

Cette élection présidentielle a un enjeu aussi simple que glaçant : le RN va-t-il s'emparer du pouvoir ? La question est d'autant plus grave que, dans la V^e République, la fonction présidentielle écrase toute forme de contre-pouvoir.

Alors que l'extrême droite contrôle aujourd'hui de nombreuses municipalités et une grande partie des médias, elle pourrait prendre le contrôle de l'appareil de l'État, ouvrant des perspectives dramatiques pour le monde du travail, pour les femmes et minorités de genre, pour toutes les personnes racisées.

Une réponse à la hauteur du danger

C'est parce qu'il est conscient de ce péril que le NPA-l'Anticapitaliste a décidé depuis 2022 de mener une politique clairement unitaire et révolutionnaire, y compris sur le terrain électoral. Elle vise à répondre à la fascisation en construisant, sur les bases les plus radicales possibles, une large alliance capable de faire reculer l'extrême droite, en offrant une alternative crédible aux politiques libérales qui la nourrissent. En 2024, la création du NFP a validé notre orientation, en montrant que l'unité du monde du travail et de ses organisations, sur la base d'un programme de transformation sociale et écologique, constituait une arme efficace contre le RN.

Présenter une candidature du NPA-l'Anticapitaliste à cette élection présidentielle serait une rupture avec cette politique. Une telle candidature ne répondrait ni à l'aspiration unitaire largement présente dans notre camp social ni aux enjeux de la période. De plus, la quête des parrainages nous détournerait de ce qui doit être notre tâche essentielle : mettre en place les cadres unitaires de résistance à la fascisation.

Alliance ou ralliement ?

Si les appareils de la gauche poursuivent leurs dynamiques actuelles, ils seront incapables de proposer une candidature commune susceptible de barrer la route à l'extrême droite. Nous serions alors amenés à soutenir non pas la candidature unitaire que nous aurions souhaitée, mais une candidature d'unité partielle, qui ne serait reconnue que par une fraction de la gauche. À l'heure actuelle, Jean-Luc Mélenchon fait une proposition « d'alliance populaire », mais il est trop tôt pour en mesurer la dynamique, la capacité à agréger des forces

significatives et pour évaluer s'il s'agit d'un rassemblement ou d'une offre de ralliement. Négocier une participation à la campagne de Mélenchon ne doit pas devenir un ralliement qui nous priverait d'une véritable indépendance d'expression et d'action. Il faudra donc une nouvelle évaluation à l'automne de la situation. Mais nous ne restons pas spectateurEs. Au contraire, nous cherchons à peser en défendant la construction d'un front antifasciste qui rassemble tous les mouvements sociaux conscients du danger mortel de l'extrême droite et de la nécessité d'une candidature de rupture capable d'incarner ce rassemblement.

En toute indépendance

Si nous serons très certainement amenés à soutenir une candidature réformatrice, nous devons toutefois conserver une totale indépendance politique. Dans le cadre de la campagne présidentielle, nous devons affirmer notre internationalisme intransigeant, poursuivre notre combat démocratique contre les institutions de la V^e République, expliquer aussi qu'une société ne se change pas par un sauveur suprême mais par la mobilisation de celles et ceux d'en bas, défendre nos mesures écosocialistes, contre les oppressions et l'exploitation. Cela implique que nous soyons très attentifs aux initiatives et aux mobilisations populaires et que nous prenions attache avec toutes les forces qui vont dans ce sens.

Faudra-t-il mener une campagne indépendante en soutien à une candidature de gauche ? S'engager dans des comités de base ? Les conditions seront-elles réunies pour que nous puissions participer à une direction de campagne ? À ce stade, nous ne maîtrisons pas toutes les données et nous avancerons donc en fonction de l'évolution de la situation, de l'avancée des déchantations, des propositions concrètes qui nous seraient faites. D'ici l'automne, les différentes discussions que nous devons mener avec LFI mais aussi avec les organisations de la gauche radicale, les courants unitaires du PCF ou des Verts et des secteurs du mouvement social permettront d'ajuster notre dispositif de campagne.

En tout état de cause, notre stratégie doit être conditionnée par notre engagement unitaire, outil indispensable de la lutte antifasciste, et notre orientation révolutionnaire, qui nous impose de défendre notre propre programme.

VIE DU NPA-L'ANTICAPITALISTE QUELLE DU NPA-L'ANTICA LA PRÉSIDENTE

Comme à chaque échéance de ce type, le NPA-l'Anticapitaliste organise un vaste processus démocratique pour décider de ses orientations en vue de l'élection présidentielle.

Les débats, engagés depuis plusieurs mois, ont abouti à la présentation de quatre plateformes, désormais soumises au vote de l'ensemble des militantEs.

Tout au long du mois de juin, des assemblées générales locales se tiendront pour élire des délégués sur la base de ces textes. Ils et elles se réuniront les 27 et 28 juin lors d'une Conférence nationale chargée de décider des orientations qui seront portées par l'organisation.

Ce débat de tactique électorale se fait sur la base d'un constat largement partagé. La période est marquée par des attaques majeures contre le monde du travail, les droits démocratiques et les minorités; la fascisation progresse; la progression de l'extrême droite et le risque de victoire électorale du RN constituent des dangers majeurs; la construction d'un front antifasciste est une nécessité; l'unité du mouvement ouvrier et social doit être recherchée; l'indépendance politique du NPA-A, son projet révolutionnaire, écosocialiste et internationaliste doivent être défendus; la solidarité avec les peuples opprimés et le refus des logiques impérialistes constituent des repères centraux; enfin, les mobilisations demeurent le levier principal de transformation sociale et de résistance à la fascisation.

Dans une situation de division qui n'est pas celle que nous souhaiterions, comment répondre au mieux à ces enjeux à partir de ce que nous sommes, de nos forces réelles et de notre implantation, afin d'être utiles à notre classe et à l'émancipation ? C'est à ces questions que les différentes plateformes proposent des réponses. Leur ordre de présentation résulte d'un tirage au sort.

PLATEFORME 2 Pour une candidature d'un front antifasciste, antiraciste et écosocialiste qui annonce directement son désistement

Notre plateforme défend une position nouvelle axée autour de deux points : en premier, investir une campagne comme on pourrait en avoir l'habitude mais en annonçant dès le départ le désistement de notre candidate la veille du premier tour. En second, nous souhaitons que cette campagne soit large et investie par le mouvement social en faisant de la place à des collectifs qui souhaiteraient nous accompagner dans cette campagne. Révolutionnaire par la démarche proposée, et unitaire à la base, voici le projet que nous défendons pour cette CN.

Nous sommes des révolutionnaires

Il ne suffit pas de le clamer pour l'être, mais nous sommes convaincuEs que la démarche que nous proposons est révolutionnaire. Plutôt que de se lancer dans une campagne classique, nous voulons continuer d'investir les médias pour les utiliser comme organe de propagande tout en assumant que les élections ne sont pas le but final pour nous. De plus, nous avons toustes conscience du risque d'arrivée de l'extrême droite au pouvoir

lors de ces élections et nous pensons qu'il est de notre devoir de l'empêcher à tout prix, y compris en donnant des consignes de vote en faveur de la force de gauche radicale en tête et en disant clairement que toutes nos voix doivent faire barrage dès le premier tour. Si l'extrême droite risque d'arriver au pouvoir par les urnes, il est de notre devoir de prendre en compte cette élection dans notre démarche antifasciste. Être présent dans la campagne à la gauche de LFI plutôt que derrière elle permettra de lui donner un point d'appui allié, et le désistement permet de pointer du doigt l'hypocrisie des groupuscules d'extrême gauche qui n'assument pas jusqu'au bout leur démarche désintéressée d'une victoire lors des présidentielles.

Et nous avons l'unité à cœur

Nous pensons que l'aspect unitaire que l'on propose dans notre plateforme est tout aussi important que l'aspect du désistement. Ces dernières années, avec la montée du RN, le NPA-A a eu la (bonne) habitude de proposer des alliances avec la force hégémonique à gauche.

Cela s'entend par le contexte, comme expliqué précédemment, puisque le RN peut arriver au pouvoir par les urnes, alors c'est dans les élections qu'il faut le bloquer. En revanche, être des alliés de LFI dans la période ne signifie pas simplement militer pour elle. Puisque notre désistement ne lui mettra aucun bâton dans les roues, voire lui sera bénéfique, cela nous permet de revenir à nos fondamentaux, qui sont l'unité par la base. Ainsi, nous proposerons à de multiples collectifs (antifa, antiracistes, écologistes... locaux comme nationaux) de participer avec nous à la campagne, d'avoir des porte-paroles venant de leurs rangs et de construire cette unité pour peser par la gauche dans cette élection majeure.

En route pour les parrainages

Nous avons réfléchi ensemble à la question des parrainages. Il y a plusieurs choses à dire sur cette question : nous avons des difficultés lors de chaque campagne et l'argument démocratique pour les convaincre reste le principal. Ensuite, puisque nous ne serons pas seulEs et que d'autres collectifs chercheront

les parrainages à nos côtés, cela facilitera la tâche de nos militantEs. Il faut aussi prendre en compte l'effet d'annonce : notre proposition est historique, aucunE candidatE n'a jamais annoncé son désistement avant le premier tour. Les maires pourront également avoir moins de difficulté à donner leur parrainage si notre candidate ne se maintient pas, puisque cela diminuera le poids qui peut exister à soutenir une candidature d'extrême gauche publiquement, et donne l'argument que les élections doivent permettre l'expression la plus large. Les militantEs du NPA-A pourront donc se projeter dans une campagne de signatures originale, avec d'autres arguments à opposer à la candidature du NPA-R qui a déjà commencé sa recherche de parrainages, jouant sur le flou du nom de l'organisation.

Nous savons notre démarche nouvelle et quelque peu originale par rapport à l'habitude du parti face aux élections. Et c'est cette nouveauté ainsi que sa solidité vis-à-vis de l'esprit du NPA-A qui en fait le choix le plus enthousiasmant à nos yeux, et nous l'espérons, aux vôtres.

LES ORIENTATIONS ANTICAPITALISTE POUR PRÉSIDENTIELLE?

**MÉLENCHON
2027**



CHARMAG

PLATEFORME 3 Pour une orientation unitaire déterminée et conséquente dans la campagne présidentielle

La longue dépression du système capitaliste, la crise environnementale et les affrontements inter-impérialistes radicalisent chaque jour un peu plus les différentes couches de la bourgeoisie. La brutalité des classes dominantes, l'autoritarisme voire la fascisation, provoquent une polarisation croissante sur le terrain social même si les dernières grandes mobilisations ont été défaites : Gilets jaunes, réforme des retraites, mobilisations de septembre 2025... Cette polarisation se reflète dans le champ politique.

Dans ce contexte, l'enjeu est de parvenir à mettre en mouvement notre classe pour éviter que l'appareil d'État ne tombe entre les mains de l'extrême droite et, à défaut, que les classes laborieuses soient dans la moins mauvaise situation possible pour résister. Il s'agit aussi d'œuvrer à ce que l'indépendance et la conscience de classe progressent. Dans ces élections, cela passe par le rassemblement autour d'un programme qui propose un avenir plus désirable face à la régression macroniste comme aux solutions racistes, sexistes, homophobes, réactionnaires, etc. du RN. La partie la plus consciente de notre camp aspire d'ailleurs à l'unité, à l'instar des élections législatives de 2024.

En vue de l'élection présidentielle, nous ne devons pas tergiverser. Nous devons répondre positivement à la volonté de regroupement des forces de notre camp, autour du programme du NFP, formulée par La France insoumise et mener jusqu'au bout la bataille unitaire pour que ce regroupement se concrétise. Face au fascisme, il est juste et indispensable de défendre une orientation radicale et offensive qui ambitionne d'être majoritaire dans les classes populaires et de faire basculer les couches sociales intermédiaires. Proposer en permanence l'unité de la base au sommet de notre camp social pour l'action mais ne faire aucune compromission sur le fond : dénoncer le programme des candidatEs et partis de la bourgeoisie et donner confiance dans une alternative progressiste à la décomposition du capitalisme et à la marche à la guerre. Ce regroupement politique se fera autour de la FI et de son candidat. Il ne s'agit pas

pour nous de nous rallier à la FI ou de nous y dissoudre, ni d'effacer notre critique de la V^e République et en particulier de la fonction présidentielle. Il s'agit d'exister en tant que force politique nationale, indépendante mais liée à la majorité de celles et ceux qui voudront former un bloc antifasciste contre la guerre, écologiste, féministe et antiraciste. Dans ce cadre, nous continuerons à défendre nos positions : ne pas s'enfermer dans le champ institutionnel mais construire les luttes sociales et politiques dans la séquence qui vient, la nécessité d'un parti où la démocratie est structurée, d'organiser de façon sérieuse l'autodéfense populaire face à l'extrême droite, une articulation entre le mouvement social et les organisations politiques, une politique de front unique conséquente, de la base au sommet, notre conception de l'internationalisme contre toute vision chauvine, l'articulation entre exploitation et oppressions...

Nous n'avons pas d'intérêts séparés de ceux de notre classe, y compris du point de vue de la construction de notre organisation. Dans la situation actuelle, il n'y a rien à gagner à disputer l'espace réduit de l'extrême gauche avec LO, RP et le NPA-R, avec le risque d'échouer à réunir les 500 parrainages. Notre orientation, qui nous paraît la plus juste et même la seule réaliste, implique de mener une discussion sérieuse sur la place du NPA-A dans le regroupement à construire autour de la campagne de la LFI à travers un accord politique. Cela veut également dire que nous partons sur le terrain pour populariser la candidature commune dès cet été afin que les maires qui nous font confiance soutiennent notre orientation.

Dès la fin de la Conférence nationale, il faut appeler à constituer l'arc de forces le plus large possible pour cette campagne unitaire et interpeller toutes les forces de notre camp social qui pourraient défendre cette orientation. L'objectif premier pour nous est de réussir l'unité, même partielle, autour d'un programme de rupture. Il en va de la confiance du prolétariat dans ses propres forces, et de notre capacité à construire un parti utile dans la situation.

PLATEFORME 4 Ne pas céder à la résignation, faire de la politique!

Il y a un accord général au sein du parti sur la situation dans laquelle vont se dérouler les élections, même si nos conclusions divergent.

La plateforme 4 porte le maintien du projet d'un parti anticapitaliste, unitaire et révolutionnaire, indépendant, avec la volonté d'apparaître en propre, avec son propre programme. Elle est la plateforme qui porte un projet positif et qui refuse la résignation.

Nous ne pensons pas que le NPA-A soit à la fois trop faible pour exister politiquement avec une candidate et simultanément éliminer à lui tout seul Mélenchon au profit de l'extrême droite. Au contraire, nous pensons que le NPA-A peut être utile en faisant apparaître un pôle incarnant deux idées fondamentales. La première est que, face à la montée de l'extrême droite et aux offensives des classes dominantes, nous avons besoin d'un front antifasciste unitaire. La seconde est qu'il ne peut y avoir de solution à la crise globale du système dans le cadre du capitalisme, et qu'il faut rassembler ceux qui pensent que rien ne peut changer sans qu'un mouvement révolutionnaire ne remette radicalement en cause la propriété des moyens

de production et le pouvoir de ceux qui les possèdent.

Avec cette candidature, il ne s'agit pas de se présenter « contre » le reste de la gauche de rupture (et en particulier la FI), comme cela a toujours été le cas dans nos campagnes.

En revanche, cela nous permet de porter notre singularité anticapitaliste et écosocialiste, sur les questions anti-impérialistes, antiracistes, féministes, démocratiques, ou encore et surtout sur le rôle du mouvement social et de la lutte, non au service des éluEs, mais comme un pouvoir politique en soi, seul porteur d'une perspective révolutionnaire.

Seule une candidature du NPA-A pourra porter ce discours.

Une campagne sans candidate comme le propose la P1 sera invisible au-delà de micro-cercles militants, et le ralliement sans conditions en espérant quelques circonscriptions comme le veut la P3 nous transformera en petites mains de la FI sans aucun poids réel sur Mélenchon et son discours.

Nous considérons qu'avoir une candidate n'est pas contradictoire avec la construction d'un Front unitaire antifasciste. Nous construisons

déjà ces cadres à l'image des villages antifascistes de Paris, Montargis, Narbonne... et toute notre campagne peut porter ce discours! Construire le NPA-A avec une candidature, c'est préparer déjà la séquence d'après.

En mettant en mouvement l'organisation autour de cette candidature, nous pourrions redynamiser nos comités en organisant des réunions publiques et des meetings, en gagnant des militantEs. Nous le ferons, quitte à assumer la possibilité d'appeler à voter pour unE autre candidatE ou de se retirer à tout moment si la situation politique l'exige.

Nous serons en meilleure position en tant que parti pour faire face à un éventuel gouvernement d'extrême droite, mais aussi pour peser sur les autres organisations dans les cadres de front unique.

Nous serons également en meilleure position pour faire pression sur un éventuel gouvernement Mélenchon qui n'arriverait pas à faire passer ses mesures face à la pression bourgeoise. Nous pourrions aussi maintenir vivant un courant politique original, celui d'une extrême gauche non sectaire, ni naïve ni machiavélique, qui construit sincèrement les luttes et l'auto-or-

ganisation, et que ne peuvent représenter LO, RP ou le NPA-R.

Nous devons rappeler que la FI ne veut pas de nous et qu'il n'y aura donc pas d'accord satisfaisant pour la présidentielle, quoi que souhaitent les P1 et 3 qui aboutissent à un ralliement plus ou moins proche à la campagne de Mélenchon. Nous ne lui apportons rien, nous n'avons pas la surface médiatique ni le nombre d'éluEs des unitaires du PCF, des Verts populaires ou des écologistes proches de Sandrine Rousseau, qui sont des prises de guerre bien plus intéressantes. La FI a les forces militantes pour obtenir seule les 500 parrainages et mener sa campagne.

Enfin, si des camarades espèrent négocier un bon accord aux législatives, il apparaît évident que le fait d'avoir une candidature nous placera en meilleure position.

C'est pour cela qu'il faut voter pour la plateforme 4. Elle intègre toutes les préoccupations réelles des camarades sur le front unitaire antifasciste, la défense d'un programme écosocialiste et révolutionnaire, la recherche d'un accord aux législatives... au sein d'une politique audacieuse.

EXTRACTIVISME

TotalEnergies : réprimer pour polluer



TotalEnergies profite largement des dictatures en Ouganda et en Tanzanie pour mener à bien son projet d'extraction d'énergies fossiles.

L'East African Crude Oil Pipeline (EACOP) est un projet de TotalEnergies visant à extraire le pétrole du lac Albert, en Ouganda, puis à le faire transiter sur 1400 kilomètres via un oléoduc chauffé jusqu'au port de Tanga, en Tanzanie.

Faire taire les oppositions

Dès le début, une répression s'est abattue sur les opposantEs qui soulignaient les dangers du projet. Outre le fait qu'il représente une véritable bombe climatique, les réserves de brut étant estimées à un milliard de barils, les quelque 400 forages auront des conséquences importantes sur la faune et la flore. En Ouganda, les activistes et les étudiantEs réunis au sein du mouvement #StopEACOP font face à une répression systématique. Les manifestations et rassemblements débouchent sur des arrestations pour des motifs tels que « perturbation de l'ordre public » ou « nuisance sur la voie publique ». Les libérationnaires sous caution sont généralement refusées et les militantEs restent détenuEs parfois pendant des mois dans l'attente de leur procès, notamment dans la prison de Luzira, où les conditions de vie sont déplorables. Des cas de torture ont également été signalés.

La dernière arrestation remonte au 26 mai. Mawanda Arafat a été appréhendé alors qu'il s'appropriait à remettre une pétition à la Kenya Commercial Bank pour exiger son retrait du projet, à l'image d'une cinquantaine de sociétés d'investissement qui refusent de participer à l'EACOP.

Accentuation de la répression

Au fur et à mesure que le projet avance, la répression s'intensifie. Les expulsions des paysanNEs de leurs terres traversées par l'oléoduc s'accompagnent de violences. Les populations protestent contre les indemnités dérisoires qui leur sont proposées. Certaines personnes n'ont d'ailleurs toujours rien reçu. Les procédures judiciaires engagées se soldent souvent par des jugements expéditifs au détriment des plaignants.

Les politiques de coercition qui ont accompagné le trucage des élections présidentielles en Ouganda en janvier 2026 et en Tanzanie en octobre 2025, ayant provoqué respectivement 30 et 700 morts ainsi que des milliers d'arrestations, rendent les mobilisations encore plus difficiles.

Les discours creux et ronflants sur le respect des droits humains peinent à masquer une réalité : TotalEnergies profite largement de régimes autoritaires qui étouffent les voix des opposants pour sécuriser ses 10 milliards de dollars d'investissement. C'est ce que souligne l'ONG internationale Business & Human Rights Resource Centre (BHRRC) : « Le projet EACOP a constamment été l'un de ceux associés au plus grand nombre d'attaques contre les défenseurs des droits humains dans les recherches du BHRRC. En 2025, l'EACOP a été lié au plus grand nombre d'attaques répertoriées par le BHRRC, avec 40 incidents visant des défenseurs ayant soulevé des préoccupations concernant l'oléoduc. »

Belle illustration de son slogan interne, « du goût de la performance », revendiqué par TotalEnergies.

Paul Martial

ASIE OCCIDENTALE Liban, Iran, Palestine : reconfiguration impériale

« Mi-guerre mi-cessez-le-feu ». L'évolution de la situation reste largement suspendue aux choix de Trump face à l'échec de son offensive contre l'Iran. Israël tire profit de cet entre-deux pour ses offensives en Palestine et au Liban.

Le cessez-le-feu et les négociations avec l'Iran ont temporairement interrompu l'offensive et les destructions. Trump se retrouve dans une situation plus complexe que prévu : l'attaque contre l'Iran n'a pas provoqué une transformation rapide du régime comme au Venezuela. Or, si les États-Unis disposent des ressources pour poursuivre cette guerre pendant de longs mois, ce n'est pas le cas de leurs alliés régionaux.

L'impasse iranienne de Trump

Probablement poussés à l'offensive par un exécutif israélien déterminé à lancer cette guerre, les États-Unis ont sous-estimé la résilience de la direction iranienne et ses capacités de riposte. Au-delà de sa capacité à frapper de nombreux pays de la région, le contrôle du détroit d'Ormuz, qui n'a visiblement pas été anticipé par les États-Unis, s'est révélé décisif. Le blocage des échanges dans cette région a des conséquences majeures pour de nombreux pays qui ne peuvent supporter une guerre prolongée. Les économies du Sud-Est asiatique sont particulièrement touchées. La hausse des prix de l'énergie, mais aussi les pénuries d'engrais et de produits dérivés des hydrocarbures, commencent à produire des effets notables.

Même les États-Unis ne sont pas épargnés, plaçant Trump dans une impasse : comment, sans perdre la face, mettre fin à une guerre qu'il n'a pas gagnée ? Plus il attend, plus sa défaite sera humiliante. Les négociations portent aujourd'hui sur les mêmes questions qu'en février 2026 et en juillet 2025, interrompues dans les deux cas par des bombardements états-uniens. Dans ces conditions, les négociations ne peuvent pas déboucher sur un accord favorable à Trump.

De son côté, la classe dirigeante iranienne a fort à faire pour gérer une population qu'elle doit maintenir sous étroite surveillance, privée

d'internet et soumise à une forte répression. Son discrédit est en effet profond, notamment depuis les mobilisations populaires réprimées dans le sang en janvier. Dans ce contexte, la guerre constitue un moyen commode de susciter une forme d'union sacrée autour du régime. Mais la fin effective des hostilités pourrait ouvrir la voie à une reprise de la contestation et des révoltes.

Israël profite de cet entre-deux

L'une des clés de cette situation est évidemment Israël. Netanyahu a joué un rôle moteur dans le passage des États-Unis à l'offensive, y voyant à la fois un moyen de repousser ses difficultés judiciaires et de relancer une offensive globale contre la Palestine et le Liban. La situation actuelle, « mi-guerre mi-cessez-le-feu », sert parfaitement les intérêts israéliens : Israël n'a plus à subir les frappes iraniennes, peut reconstituer ses stocks militaires et concentrer ses forces sur la Palestine et le Liban.

À Gaza, Israël a encore renforcé son contrôle. Le « board of peace » et les pseudo-administrateurs chargés de gérer l'enclave n'ont toujours pas réellement pris leurs fonctions. Israël contrôle désormais près de 70 % de la bande et poursuit l'enclavement des 2 millions de PalestinienNEs entassés sur quelques kilomètres carrés.

En Cisjordanie, l'offensive coloniale atteint un niveau sans précédent, au point d'avoir contraint l'Europe à prendre de timides sanctions contre certains colons. Mais ces remontrances n'ont pas empêché les expulsions à Jérusalem où des quartiers entiers sont évacués et où même les chrétiens ne sont plus en sécurité.

Mais le changement le plus brutal concerne le Liban. Israël profite de son impunité pour poursuivre sa revanche après les revers de 2000 et 2006 et réoccuper une partie du pays. Son armée est remontée jusqu'au fleuve Litani, elle

bombarde des villes millénaires comme Tyr et rase systématiquement les zones proches de sa « frontière », au point de pousser le président libanais lui-même à condamner cette agression.

Une chose est claire : Israël veut être la seule puissance régionale.

La solidarité internationale reste décisive

Cependant, Israël n'est pas parvenu à entraîner les États-Unis dans une guerre prolongée contre l'Iran. Cette situation est aussi liée aux difficultés auxquelles Trump fait face dans son propre pays et à sa popularité en chute libre. Les manifestations « No Kings », les mobilisations contre l'ICE, le soutien à la Palestine et un bilan économique désastreux expliquent en partie ses hésitations sur la marche à suivre vis-à-vis de l'Iran. Même si l'entre-deux actuel lui profite ponctuellement, l'État israélien continuera pourtant à chercher à anéantir toute menace qui pourrait venir de l'État iranien.

Du côté du front libanais, l'évolution de la résistance vers une guérilla reposant largement sur l'utilisation de drones, à l'image de la résistance ukrainienne, pose de nombreuses difficultés à l'armée israélienne, qui voit le nombre de ses morts augmenter. Or, comme les États-Unis, Israël fonde sa stratégie sur le « zéro perte » de soldats. Les nouvelles tactiques militaires développées par le Hezbollah pourraient ainsi se révéler décisives.

En Palestine, la résistance est fortement affaiblie mais loin d'avoir disparu, que ce soit à Gaza, en Cisjordanie ou à Jérusalem. Une partie importante de la capacité à faire pression sur Israël se trouve cependant dans les pays occidentaux. L'exemple des flottilles a montré qu'Israël ne recule ni devant le droit international ni devant les provocations. Mais son arrogance a aussi contraint plusieurs chancelleries européennes à hausser le ton. Cela reste malheureusement très en deçà de ce qui serait nécessaire. Mais il faut continuer... à continuer.

Édouard Soulier

ÉTATS-UNIS Trump prive les immigréEs de leurs droits, mais la résistance se poursuit

L'administration Trump intensifie sa politique anti-immigréEs. Malgré la répression, les mobilisations et les résistances se poursuivent.

Alors que Trump est occupé par une guerre contre l'Iran, ses projets concernant Cuba et la rénovation de la Maison Blanche, Stephen Miller, conseiller à la Sécurité intérieure et raciste d'extrême droite, œuvre sans relâche pour emprisonner et expulser davantage d'immigrés et rendre l'Amérique plus blanche. Mais des responsables politiques, des avocats et des manifestantEs continuent de prendre des risques pour résister.

Une politique meurtrière

À Delaney Hall, un centre de détention de Newark (New Jersey), des manifestantEs soutiennent la grève de la faim des personnes détenues qui protestent contre la nourriture infestée d'asticots, la surpopulation, le manque de couvertures et l'insuffisance des soins. Les Proud Boys, un groupe néonazi d'extrême droite, sont venus soutenir l'ICE, qui a malmené les manifestantEs. La gouverneure

Mikie Sherrill, une démocrate, a envoyé la police d'État apaiser les tensions.

Cette lutte se déroule à travers tout le pays. Officiellement, plus de 170 personnes sont décédées en garde à vue ou dans des centres de détention de l'ICE entre 2003 et 2025. Les agents de l'ICE ont tué au moins quatre personnes au cours du second mandat de Trump et leurs tirs ont blessé au moins 17 autres personnes.

Privation des droits et départs contraints

L'administration Trump prend des mesures pour que les migrantEs se voient refuser des emplois, perdent leur couverture médicale, soient privés de crédits d'impôt et ne puissent pas inscrire leurs enfants en crèche. Miller espère persuader les migrantEs de partir en rendant leur vie aux États-Unis insupportable.

Entre janvier 2025 et mars 2026, les juges de l'immigration ont rendu environ 80 000 décisions d'auto-expulsion contrainte, sous l'effet des conditions de vie, d'une détention dégradante, ou par la menace d'un « renvoi vers

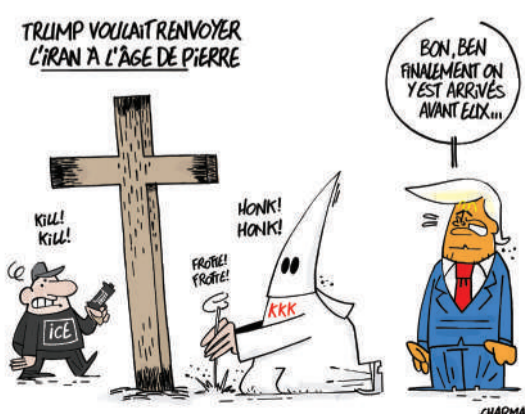
un pays tiers ». Certains estiment qu'au total deux millions de migrantEs sont partiEs.

Le droit d'asile bafoué

La « politique de refoulement », mise en place sous Obama et poursuivie par Trump, a conduit au renvoi de centaines de milliers de demandeurs d'asile à la frontière, en contradiction avec le droit national et le droit international. Bien que plusieurs tribunaux aient jugé cette politique illégale, la Cour suprême ne s'est pas prononcée et l'administration Trump l'a maintenue. En parallèle, l'État de New York a établi de nouvelles règles exigeant que les agents de l'ICE se fassent connaître, restent à l'écart des écoles, des hôpitaux, des refuges et des lieux de culte, et interdisant à la police de coopérer avec eux. L'ICE, organisme fédéral, affirme qu'elle n'est pas tenue de se conformer aux lois de l'État.

Il est important que la résistance, sous toutes ses formes — législative, juridique et dans la rue —, se poursuive.

Dan La Botz



MOBILISATION Ça bouge dans le social

Face à l'urgence salariale et à la déshumanisation de leurs métiers, les salariéEs du social et du médico-social poursuivent la mobilisation engagée au printemps.

Les fédérations syndicales du social et du médico-social CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO, SUD Santé Sociaux ainsi que le collectif des Rencontres nationales du travail social en lutte ont appelé les salariéEs à une nouvelle journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, ce 26 mai. C'est la suite de la manifestation du 10 mars 2026 en contestation de la Loi de financement de la Sécurité sociale aggravant l'austérité qui pèse sur l'ensemble des salariéEs du sanitaire, du social, du médico-social, de l'aide à domicile, de la petite enfance, de la protection de l'enfance et de l'insertion.

Urgence salariale

L'ensemble des organisations syndicales dénoncent l'incapacité de l'organisation patronale AXESS¹ et des pouvoirs publics à répondre à l'urgence salariale : « Tant qu'il n'y aura pas de revalorisation salariale globale, il ne peut être envisagé un avenir pour ce secteur permettant aux salariéEs de vivre décemment de leur travail et aux personnes vulnérables d'avoir un accompagnement de qualité ». Elles dénoncent cette posture et ces procédés qui ouvrent les portes en grand au privé lucratif et à la marchandisation de leur secteur sur le modèle d'ORPEA²,



ainsi que les priorités du gouvernement et des financeurs, à l'opposé de leurs préoccupations quotidiennes. AXESS refuse, de manière unilatérale, de poursuivre les travaux sur les rémunérations lors des négociations nationales, préférant attendre l'échéance présidentielle de 2027. Lors de ces manifestations, rejointes par des syndicats de la CGT Action sociale dans certains départements, l'on pouvait

entendre des slogans comme : « Du fric pour le social, pas pour la guerre ni pour le CAC 40 », « Assez d'économies sur le dos des plus démunies ».

Déshumanisation des métiers

Si la question salariale est la première revendication, ainsi que la dénonciation de la détérioration des conditions de travail, il n'en demeure pas moins que

la déshumanisation de leurs métiers pouvait aussi se faire entendre.

Tout comme à l'hôpital, la perte de sens, l'épuisement professionnel, les exigences de rentabilité, les injonctions contradictoires, la bureaucratisation des missions, la souffrance éthique et l'isolement professionnel sont aussi le quotidien de ces professionnelEs de l'accompagnement. Durant cette mobilisation, la tarification à l'acte appelée SERAFIN-PH a été pointée du doigt comme un danger pour leur secteur, alors même que le maintien et le développement des structures d'accueil deviennent vitaux.

Élargir la mobilisation

L'idée de poursuivre la mobilisation en allant expliquer leurs revendications légitimes à la population était aussi à l'ordre du jour.

Il est également nécessaire que ces mobilisations soient rejointes par les secteurs des EHPAD et du monde hospitalier pour créer un mouvement d'ensemble capable de faire céder ce gouvernement et ses supplétifs que sont les associations qui se nourrissent de subventions publiques.

Commission Santé Sécu Social

1 - AXESS: Confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif qui regroupe deux organisations: NEXEM et la FEHAP.

2 - ORPEA: appelé aujourd'hui EMEIS, c'est un groupe gestionnaire d'établissements médico-sociaux pour les personnes âgées et de cliniques psychiatriques à but lucratif.



WWW.BASSINESNONMERCRI.FR

ÉCOLOGIE

Pour la relaxe des quatre de Sainte-Soline!

Cinq cents personnes et une dizaine de tracteurs se sont réunis pour accompagner quatre camarades qui passaient en appel à Poitiers ce 27 mai.

Un des Soulèvements de la Terre, deux de la Confédération paysanne et Julien Le Guet de Bassines Non Merci 79, pour lequel c'était le sixième procès depuis décembre. Vous avez dit acharnement ?

Des violences policières assumées

Ce procès visait, selon l'accusation, les organisateurs de la manifestation de Sainte-Soline 2.

Une manifestation qui a vu un déferlement de violences policières avec 5 000 grenades tirées en une heure et demi, provoquant plus de deux cents blessés dont quatre grièvement.

Seul le travail des journalistes de Libération et Mediapart a permis d'apporter de nouvelles preuves concernant les violences policières, jusqu'à identifier le gendarme ayant effectué le tir tendu qui a grièvement blessé Serge. Des violences totalement assumées contre les « pue-la-pisse », comme le rappelaient de nombreuses pancartes.

Les mégabassines en procès

Le rassemblement a une nouvelle fois permis de rappeler les raisons de l'opposition aux mégabassines qui profitent uniquement à quelques agriculteurs au service de l'agro-business et de l'exportation. Ce qui met à mal l'argument selon lequel les agriculteurs nous nourrissent. En réalité, ceux-là ne nous nourrissent pas du tout. En cette fin du mois de mai caniculaire, la question du partage de l'eau est dans tous les esprits.

Les quatre accusés, dans leur diversité, ont largement développé les arguments justifiant l'opposition aux mégabassines dans une ambiance combative, rejetant le rôle d'organisateur que la justice voudrait leur faire porter.

Ils ont également présenté les mobilisations en cours ou en préparation autour de l'eau ainsi que celles contre les grands projets inutiles (cimenterie, centrale à goudron, autoroute, ferme-usine...). D'autres prises de parole ont eu lieu de la part de Solidaires, de la CGT, de la Confédération paysanne, de Cancer colère, d'EÉLV, de LFI et, bien sûr, du NPA-A.

Ces prises de parole ont montré la diversité du mouvement mais aussi sa force.

No Bassaran!

Le ministre Darmanin avait interdit la manifestation en parlant d'écoterroristes, allant jusqu'à prédire qu'il pourrait y avoir des morts. Cela n'avait pas empêché 30 000 manifestantEs de se rendre sur le site, conscientEs de la légitimité de la mobilisation. Cela n'empêche pas aujourd'hui le développement des oppositions, qui s'étendent un peu partout.

Sainte-Soline, c'est une victoire. Cette bassine, défendue par plus de 1 000 policiers, des canons à eau, des quads et des hélicoptères, a depuis été déclarée illégale.

Au tribunal, les réquisitions en appel contre les quatre accusés sont les mêmes qu'en première instance et la décision sera rendue le 1^{er} juillet. Nous serons là pour accompagner les quatre camarades.

CorrespondantEs

KANAKY Face aux manœuvres du gouvernement français, l'enjeu des élections provinciales

Le gouvernement français et la majorité des parlementaires, du centre à l'extrême droite, se cramponnent au rêve colonial en déniaient au peuple kanak son droit à l'autodétermination, et n'en finissent plus de chercher de nouveaux stratagèmes.

Après la loi sur le dégel du corps électoral bloquée en mai 2024 par le soulèvement de la jeunesse de Kanaky (15 morts dont 13 Kanak), l'échec du passage en force des « accords » de Bougival (rejetés par la majorité des organisations politiques, sociales et coutumières kanak à l'automne 2025), puis le rejet du projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie par l'Assemblée nationale le 2 avril 2026 (grâce à la mobilisation par le FLNKS des groupes parlementaires qui respectent encore un peu les accords démocratiques), une nouvelle phase commence : la préparation des élections provinciales du 28 juin prochain.

Ouverture du corps électoral à marche forcée

Ces élections auraient dû avoir lieu en mai 2024, mais elles avaient été repoussées une première fois par l'État français qui espérait faire passer le dégel du corps électoral afin de mettre les indépendantistes kanak en minorité. Reportées à l'automne 2025, elles ont été une nouvelle fois repoussées pour attendre le projet de loi constitutionnel qui démantelait de fait la limitation du corps électoral inscrite dans les Accords

de Nouméa de 1998 et dans la Constitution française depuis 2007. Après le rejet de ce projet, le gouvernement, s'appuyant sur les anti-indépendantistes de Nouméa, a fait voter le 21 mai 2026 une loi ouvrant le corps électoral à 10 575 « natifs » pour les prochaines provinciales. Et il l'a faite ratifier dans la foulée (28 mai) par le Conseil constitutionnel — qui a trouvé, contre tout fondement, que ce n'était pas contradictoire avec l'équilibre garanti par les accords de Nouméa.

Cette loi de circonstance ne fait que des mécontentés. Le FLNKS était ouvert à l'ouverture du corps électoral à un certain nombre de natifs depuis 1998, mais dans le cadre d'un accord global sur le processus de décolonisation. À défaut d'accord global, cela revient à acter un recul sur une garantie minimum prétendument actée par la Constitution, et donc à renforcer les anti-indépendantistes qui réclamaient à cor et à cri ce « dégel ». Mais même eux ne sont pas satisfaitEs. Bien qu'il intègre plus de 5 000 natifs, ils qualifient le vote « d'infamie » car l'ouverture aux conjointEs de natifs a été rejetée à une voix près par les parlementaires.

Des élections provinciales décisives

Autant dire que ces manœuvres renforcent encore les enjeux de ces élections. Le FLNKS, par la voix de Christian Tein, appelle toutes les indépendantistes à discuter pour s'unir dans la Province Sud afin

de contrer l'unité de la droite anti-indépendantiste derrière S. Backès. Celui qui dirige actuellement la province met en œuvre des politiques discriminatoires, clairement racistes, dans les écoles, l'accès au logement et aux transports. Son objectif revendiqué est de pousser les Kanak à quitter la province pour partir dans les provinces du Nord ou des Îles, majoritairement indépendantistes. De plus, c'est parmi les éluEs provinciaux que sont élus les membres du Congrès qui élisent ensuite le gouvernement de Nouvelle-Calédonie. Pour faire face à la crise économique accélérée depuis mai 2024, qui a provoqué la perte de 20 000 emplois selon les comptes de l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE), l'effondrement du système de soins, de santé, de protection sociale, et la crise du nickel, la population a besoin d'un gouvernement qui défende ses intérêts matériels et politiques, un gouvernement prêt à se confronter à l'État français qui utilise toutes les armes du chantage aux subventions pour tenter de faire survivre encore un peu la domination coloniale et l'illusion de peser parmi les puissances impérialistes.

Le NPA-l'Anticapitaliste est pleinement solidaire des préoccupations portées par les forces indépendantistes et leur apportera tout le soutien possible.

Cathy Billard



GLOBAL SUMUD FLOTILLA TorturéEs par Israël: Maceo et Laetitia témoignent

Le 22 mai 2026, les militantEs de la Global Sumud Flotilla sont rentrés à Paris après plusieurs jours de détention en Israël. **Macéo** et **Laetitia**, membres du NPA-L'Anticapitaliste, témoignent des tortures qu'ils ont subies aux mains de l'armée israélienne. Nous publions ici une transcription d'extraits de leur témoignage, disponible en intégralité en vidéo sur la chaîne YouTube du NPA-L'Anticapitaliste:



Macéo: Nous sommes partiEs le 17 [mai] d'Antalya en Turquie et, le 18 au matin, je me suis fait réveiller par des camarades qui crient: «*Interception! Interception!*»

Laetitia: Nous sommes partiEs le 14 au soir de Marmaris, en Turquie. Le troisième jour, nous avons été arrêtéEs par les forces d'occupation israéliennes dans les eaux internationales.

M.: Ils nous ont fait retirer notre équipement et nos chaussures. Et nous avons été transféréEs sur une grosse barge équipée de conteneurs: le bateau-prison. Tous nos déplacements se faisaient à genoux, la tête au plus près du sol. Ils nous ont d'abord forcéEs à nous allonger les unEs sur les autres et ils nous ont arroséEs pour que nous soyons trempéEs.

L.: Ils nous ont regroupéEs dans des conteneurs en tirant sur nous. Un camarade a eu la jambe perforée. Dans notre groupe de 174 personnes, nous avons décidé de prier tous ensemble afin qu'ils ne puissent pas distinguer les musulmanEs des autres.

M.: Les passages à tabac ont commencé. J'ai été frappé. Un autre camarade, racisé, a reçu plusieurs coups de pied au ventre et à la cage thoracique. D'autres ont subi des décharges de taser, des injections à la seringue ainsi que des violences sexuelles, des attouchements. C'est un moment que j'ai trouvé très difficile: entendre les décharges et les camarades crier. Nous étions 168. Parmi nous, il y a eu au moins 35 fractures, 12 agressions sexuelles et 6 blessures à la tête, et beaucoup d'autres blessures moins graves. Quand les passagerEs du dernier bateau sont arrivéEs dans le conteneur, les violences ont été particulièrement fortes. Trois ont fini à l'infirmerie, dont un camarade qui avait le dos en sang. Les images ont circulé: il a reçu plus d'une vingtaine de décharges de taser dans le dos, une véritable torture électrique. Cette torture a également été utilisée pour forcer certaines personnes à ouvrir les mains. Un camarade italien a été taseré trois fois au visage, ce qui l'a laissé paralysé pendant une journée. Le lendemain, au moment où le bateau accostait, nous avons tous été forcéEs à rester à genoux, serrés les unEs contre les autres. Les vidéos de la propagande israélienne montrent cette scène: en plein soleil, sans eau, les mains liées, sans possibilité de bouger. C'est une forme de torture, d'autant plus que plusieurs camarades étaient toujours blesséEs. Pendant tout ce temps, l'hymne israélien tournait en boucle.



L.: À cause de ma couleur de peau et de mes origines du sud de la France, ils ont considéré que j'étais algérienne. J'ai finalement récupéré mon passeport et j'ai dû justifier que j'étais française. Ensuite, on m'a mis des serflex très serrés dans le dos, avec mon passeport dans les mains. J'ai hurlé parce qu'on me faisait mal. J'ai les cheveux courts. J'ai subi une première mise à nu, accompagnée d'un attouchement destiné à vérifier si j'étais un homme ou une femme.

M.: J'ai ensuite été emmené dans une tente. C'est là que nous avons de nouveau été passés à tabac. J'ai été frappé d'abord pendant une minute trente puis pendant cinq à six minutes. Ce qui m'a particulièrement marqué, c'est l'extrême violence exercée contre les camarades raciséEs.

L.: On nous a installéEs dans une tente où l'hymne israélien tournait en permanence. Nous étions à quatre pattes, le passeport dans les mains. La douleur est devenue trop forte. J'ai crié. J'étais sur le point de perdre connaissance. Un soldat israélien est alors venu resserrer encore davantage les serflex. Je me suis effondrée sur le côté. Mes camarades ont recommencé à protester. Un médecin est alors arrivé, dans ce qui m'a semblé être une véritable mise en scène: nous étions filmés pour la propagande, il m'a coupé le serflex et en a posé un autre, moins serré. Nous sommes restéEs dans cette position pendant deux heures. Nous voyions nos camarades être emmenéEs puis frappéEs. Nous entendions leurs cris. C'était extrêmement traumatisant. Ben Gvir se trouvait à trois mètres de nous. On nous a déplacéEs et il fallait se mettre à genoux devant lui en disant: «*Vive Israël*». J'ai répondu: «*Free Palestine*». J'ai reçu une gifle et on m'a renvoyée à ma place. J'ai eu peur d'être emmenée dans un couloir où des personnes étaient battues.

M.: Une des questions qui revenait sans cesse était: «*Est-ce que tu es musulman?*» J'ai subi une fouille à nu, j'ai été frappé à plusieurs reprises, notamment au niveau du mollet où j'ai un

tatouage représentant un ours avec un keffieh, mais aussi à la nuque.

L.: Toutes les femmes ont été embarquées dans un camion carcéral. Nous ne savions pas où nous allions. La climatisation était poussée au maximum alors que nos vêtements étaient encore mouillés. À la prison, on m'a une nouvelle fois déshabillée puis remis un survêtement pénitentiaire et une paire de claquettes. Nous avons ensuite été réparties dans les cellules. Pendant deux jours, les conditions ont été extrêmement violentes. Pour ma part, j'avais signalé un traitement médical dont j'ai été privée. Nous avons été privées de sommeil. Toutes les heures, nous étions déplacées pour recomposer les groupes et ils nous forçaient à marcher à quatre pattes autour de la prison, à ciel ouvert, accroupies les unes derrière les autres. Pendant ce temps-là, les gardiens circulaient avec les chiens. Nous avons eu peur, parce que nous connaissons l'utilisation qui est faite de ces chiens contre les femmes palestiniennes. Nous avons cru que nous allions mourir. Nous avons tenu en nous rassurant mutuellement. C'est l'unité du groupe qui nous a permis de tenir.

M.: Nous étions environ trente dans une cellule de 9 m², sans aération. Il y faisait extrêmement chaud, il était difficile de respirer et nous ne disposions pratiquement d'aucun espace. Dans une salle équipée d'une télévision, on nous a montré pendant dix à quinze minutes des vidéos de décapitation, en nous demandant si nous étions du Hamas.

L.: Quand on a été amenéEs à l'aéroport Ben Gourion, à la sortie du camion, la police d'occupation nous a poursuivies à coups de matraque. Lorsque nous sommes montéEs dans l'avion, nous avons compris que le calvaire touchait enfin à sa fin.

M.: Les camarades qui avaient déjà participé à plusieurs flottilles nous ont dit très clairement que c'était la plus violente qu'ils

aient connue. Ce qui nous a permis de tenir, c'est que nous étions soudéEs et organiséEs collectivement. Une des choses qui nous a le plus aidés, c'était de nous rappeler que les PalestinienNEs vivent cela pendant des années, alors que, pour nous, cela ne durerait probablement que quelques jours.

L.: Je crois que mon corps a été témoin d'une partie de ce que peuvent endurer les femmes et les hommes palestiniens. Je vais me remettre de ce qui m'est arrivé. En revanche, il est plus difficile de se remettre des images, des tortures et de l'injustice. Je comprends comment se fabrique la haine. J'ai été expulsée de Palestine occupée pour quinze ans mais je compte me remettre de cette épreuve, repartir sur une flottille et retourner à Gaza.

M. Ils ont voulu nous effrayer. Ils n'y sont pas parvenus. Nous ne lâcherons rien. Nous continuerons et nous y retournerons. Tant que la Palestine sera occupée, le mouvement de solidarité avec elle continuera d'exister, tout comme la solidarité avec l'ensemble des peuples opprimés.
Transcription par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitalist1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai:

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à: redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement?

Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à: diffusion@lanticapitaliste.org

